



## **Emploi et formation professionnelle**

**Guide de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle à l'attention des Organismes de Formation**

## TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>1</b>
2.1	COMPETENCES DE LA REGION RELATIVE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE .....	1
2.2	LES ORGANISMES DE FORMATION .....	2
2.3	LES STAGIAIRES .....	3
2.4	CONDITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....	3
2.5	PUBLICS ELIGIBLES A LA REMUNERATION DE STAGIAIRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN REGION PAYS DE LA LOIRE .....	3
2.5.1	<i>Principe</i> .....	3
2.5.2	<i>Cas particuliers et exceptions</i> .....	4
<b>3</b>	<b>MONTANT DE LA REMUNERATION .....</b>	<b>5</b>
3.1	BAREMES DE REMUNERATION .....	5
3.2	AIDE AU TRANSPORT ET A L'HEBERGEMENT .....	8
3.2.1	<i>Régime de l'indemnité forfaitaire</i> .....	8
3.2.2	<i>Régime du remboursement des frais de transports</i> .....	9
3.3	REGIME SOCIAL ET FISCAL .....	9
3.4	CUMUL AVEC D'AUTRES SOURCES DE REVENUS .....	9
3.5	CAS PARTICULIERS .....	10
3.5.1	<i>Stagiaires en disponibilité</i> .....	10
3.5.2	<i>Stagiaires étrangers</i> .....	10
3.6	CALCUL DE LA REMUNERATION .....	10
3.7	CONDITIONS LIEES A L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE ANTERIEURE DU STAGIAIRE .....	11
3.7.1	<i>Périodes d'activité salariée prises en compte</i> .....	11
3.7.2	<i>Rémunération des travailleurs handicapés</i> .....	11
3.7.3	<i>Rémunération des travailleurs non salariés</i> .....	11
3.8	VERSEMENT DE LA REMUNERATION .....	11
3.8.1	<i>Païement à terme échu</i> .....	11
3.8.2	<i>Acomptes</i> .....	11
3.8.3	<i>Avances</i> .....	11
3.8.4	<i>Saisissabilité de la rémunération</i> .....	12
<b>4</b>	<b>ABSENCES ET SORTIES ANTICIPEES DE FORMATION .....</b>	<b>12</b>
4.1	ASSIDUITE .....	12
4.2	ABSENCES AUTORISEES POUR MOTIFS LEGAUX .....	12
4.3	ABSENCES DONNANT LIEU A RETENUES SUR LA REMUNERATION .....	13
4.4	ABSENCES NON JUSTIFIEES .....	13
4.5	INTERRUPTIONS DE FORMATION .....	13
4.6	SORTIES ANTICIPEES .....	13
<b>5</b>	<b>PROTECTION SOCIALE DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE .....</b>	<b>14</b>
5.1	PRISE EN CHARGE DES COTISATIONS SOCIALES ET RISQUES COUVERTS .....	14
5.2	IMMATRICULATION ET AFFILIATION DES STAGIAIRES .....	14
5.3	PRESTATIONS SOCIALES .....	14

5.3.1	<i>Maladie, maternité, paternité ou d'adoption</i> .....	14
5.3.2	<i>Accident de travail / trajet, maladie professionnelle</i> .....	14
5.3.3	<i>Décès</i> .....	15
5.4	STAGES EN ENTREPRISES .....	15
5.4.1	<i>Statut du stagiaire</i> .....	15
5.4.2	<i>Législation du travail</i> .....	15
5.4.3	<i>Stages à l'étranger</i> .....	16
5.4.4	<i>Gratification versée par l'entreprise</i> .....	16
<b>ANNEXES</b> .....		<b>17</b>
ANNEXE 1 : PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE REMUNERATION (RS1) .....		18
ANNEXE 2 : PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR DANS LE CADRE D'UNE DEMANDE DE PROTECTION SOCIALE (P2S) .....		21
ANNEXE 3 : VALIDITE DES PIÈCES D'IDENTITE .....		22
ANNEXE 4 : FORMULAIRE RS1 (DEMANDE D'ADMISSION AU BENEFICE DES REMUNERATIONS DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE) ...		23
ANNEXE 5 : FORMULAIRE P2S (PRISE EN CHARGE DES COTISATIONS SOCIALES SEULES).....		29
ANNEXE 6 : FORMULAIRE RS2 (REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT SUR JUSTIFICATIFS POUR LES TH ET LES TRAVAILLEURS NON-SALARIES) ...		32

## 1 INTRODUCTION

Docapost Applicam s'est vu confier par la Région Pays de la Loire, au travers de la convention de mandat n° 34791, la Gestion administrative et financière des rémunérations et prestations connexes attribuées aux stagiaires de la formation professionnelle continue.

Le présent document a pour objectif de formaliser les règles liées à la rémunération et/ou à la protection sociale des stagiaires de la formation professionnelle dans le respect des textes de référence.

## 2 DISPOSITIONS GENERALES

Docapost Applicam agit en qualité de mandataire de la Région Pays de la Loire dans le cadre de la convention de mandat n° 34791 dont l'objet est la Gestion administrative et financière des rémunérations et prestations connexes attribuées aux stagiaires de la formation professionnelle continue.

A ce titre, Docapost Applicam agit au nom et pour le compte de la Région Pays de la Loire.

### 2.1 COMPETENCES DE LA REGION RELATIVE A LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Les Régions ont une compétence générale en matière de formation professionnelle continue, compétence réaffirmée par la loi relative aux libertés et aux responsabilités locales du 13 août 2004. Il revient aux Conseils régionaux de définir et mettre en œuvre une politique d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle.

En complément de la prise en charge du coût pédagogique des places de formation, la loi de décentralisation du 2 mars 1982 (modifiée) prévoit que la Région est compétente pour financer la rémunération et les droits connexes à savoir la couverture sociale, l'hébergement et le transport des personnes ayant le statut de stagiaires de la formation professionnelle.

La loi n° 2014-288 du 5 mars 2014<sup>1</sup> relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a étendu les compétences confiées aux Régions dans le domaine de la formation professionnelle :

- Compétence vis-à-vis de tous les publics : personnes handicapées (rémunération des stagiaires travailleurs handicapés au sein des Centres de Rééducation Professionnelle), les français établis hors de France, les personnes placées sous-main de justice
- Compétence vis-à-vis des personnes ayant quitté le système scolaire : organisation d'actions de lutte contre l'illettrisme et de formations permettant l'acquisition des compétences clés, en complément de la politique nationale de lutte contre l'illettrisme conduite par l'Etat.
- Coordination de l'achat public de formations pour son compte et concernant les formations collectives, pour le compte de Pôle Emploi.
- Coordination sur le territoire régional de l'action des organismes participant au Service Public de l'Orientation.

---

<sup>1</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028683576>

## 2.2 LES ORGANISMES DE FORMATION

Le Code du travail en ses articles R 6341-33 à R 6341-35<sup>2</sup> et l'article 2/6 de la Circulaire DE/DFP n° 91/45 du 12 septembre 1991 relative à la modification des compétences de gestion de la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle pris en charge par l'Etat et relevant du livre IX du code du travail<sup>3</sup> indiquent les rôles et responsabilités des Organismes de Formation :

- Les rémunérations dues aux stagiaires sont liquidées sur demande établie par les intéressés **le premier jour du stage**. Le directeur de l'établissement ou du centre de formation certifie :
  - Les mentions portées sur la demande et relatives au stage ;
  - Que cette demande est comprise dans les limites de l'effectif agréé au titre du stage considéré
- Dès le début du stage, le directeur de l'établissement ou du centre de formation :
  - Lorsqu'il s'agit de stages agréés par l'Etat ou la Région, et en ce qui concerne les stagiaires pour lesquels la gestion de la rémunération est confiée à Pôle emploi, **adresse la demande à cet établissement** ;
  - Lorsqu'il s'agit de stages agréés par la Région, **donne suite à la demande** conformément aux instructions du président du Conseil régional.
- Les Organismes de Formation sont responsables de la constitution des dossiers de demande de rémunération (RS1) ou de protection sociale (P2S) et de leurs saisies dans l'outil Rémunération Pays de la Loire mis en place par la Région Pays de la Loire. Ils ont également la responsabilité d'y joindre **tous les justificatifs nécessaires** à l'instruction du dossier (se rapporter aux annexes 1 et 2 concernant la liste des pièces obligatoires).
- A noter que les dossiers et tous les justificatifs seront transmis à Docapost Applicam **au format numérique via l'outil mis à disposition**.
- Aucun dossier ne sera accepté s'il ne dispose pas du cachet et de la signature du centre de formation et de la signature du stagiaire.
- Le directeur de l'établissement ou du centre de formation :
  - Fait connaître (...) au service chargé de la gestion des rémunérations tout changement survenu dans la situation des stagiaires susceptible de modifier le montant qui leur a été notifié ;
  - Communique au service chargé de la rémunération en ce qui concerne les stagiaires les états mensuels de présence et notifie à ce service les abandons et les renvois de stage ainsi que leurs motifs et les accidents du travail.
- Les états de fréquentation et les absences sont saisis directement dans l'outil Rémunération Pays de la Loire ou sont complétés via l'outil d'émargement « Je suis en cours ». Ces états doivent ensuite être validés par le référent de l'organisme de formation. **Les saisies et les validations devront être réalisées au plus tard pour le 5<sup>ème</sup> jour ouvrable de chaque mois**.

L'organisme de formation s'engage à collecter et à traiter toute donnée personnelle en conformité avec la réglementation en vigueur relative à la protection des données. Au regard de ces dispositions, l'organisme de formation s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte accidentelle, altération, diffusion ou communication à des personnes non autorisées. Il revient à l'organisme de formation d'informer les personnes concernées par le traitement de leurs données, de la finalité des traitements, des destinataires des données et de permettre aux personnes concernées d'exercer leurs droits.



**L'organisme de formation est l'interlocuteur privilégié des stagiaires durant leurs formations. Il est donc de sa responsabilité d'informer les stagiaires sur leurs droits, leurs obligations et les conséquences liées au non-respect de ces dernières.**

## 2.3 LES STAGIAIRES

Une personne demandeur d'emploi devient stagiaire de la formation professionnelle, lorsqu'elle suit une action de formation. Il relève alors de la catégorie des demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Ce changement de situation doit être signalé à Pôle emploi. Le stagiaire peut, dans ce cas, percevoir une rémunération s'il remplit les conditions mentionnées dans le code du travail.

Le stagiaire bénéficie en outre, pendant sa période de formation, de la prise en charge de sa couverture sociale (maladie, maternité, accident du travail) et, sous certaines conditions, d'indemnisation de certains de ses frais.

Dès lors qu'ils s'inscrivent sur des actions de formation, les stagiaires doivent souscrire à plusieurs obligations.

- **Situation à l'entrée en stage** : les stagiaires doivent informer les Organismes de Formation de leur situation administrative dès la constitution de leur dossier ;
- **Constitution du dossier de demande de rémunération** : les stagiaires doivent fournir aux Organismes de Formation tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de leur demande de rémunération dès la constitution de leur dossier, notamment les justificatifs obligatoires. Toutes les pièces et informations fournies par les stagiaires se doivent d'être sincères et véritables.
- **Prescriptions** : les stagiaires doivent remettre aux Organismes de Formation, et cela dès la constitution du dossier, les documents établis par les différents prescripteurs : missions locales, Pôle Emploi, ...
- **Information tout au long de la formation** : les stagiaires doivent, durant toute la durée de leur formation, informer les Organismes de formation en cas de :
  - Changement de situation administrative ;
  - Abandon de stage (pour raison personnelle, reprise d'un emploi, maladie ou autre) ;
  - Maladie.
- **Assiduité** : Les stagiaires doivent impérativement assister aux cours, aux stages, aux évaluations, aux entretiens individuels. Ils se doivent d'être ponctuels ou de prévenir l'organisme de formation de tout retard ; à défaut, des retenues sur rémunération et droits connexes seront opérées. La présence des stagiaires est contrôlée par la Région notamment à partir des états de fréquentation mensuels, et des pièces justificatives éventuelles d'absence.
- **Règlement intérieur** : Les stagiaires doivent respecter le règlement intérieur de l'organisme de formation et des règles définies par l'entreprise au sein de laquelle il effectue son stage ;
- Dans tous les cas, les stagiaires remettront aux organismes de formation les justificatifs nécessaires : arrêt de travail, livret de famille, attestation d'embauche, ...

Les conditions suivantes doivent être réunies pour enclencher la rémunération par la Région des stagiaires de la formation professionnelle au titre du régime public.

## 2.4 CONDITIONS RELATIVES A LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Pour ouvrir droit à rémunération et protection sociale, une action de formation professionnelle doit être agréée par la Région, qui n'est contrainte à ce titre par aucune obligation légale. Elle délivre par conséquent les agréments à rémunération de façon sélective, pour les parcours dont la durée minimale totale est de 150 heures, en fonction de ses priorités en matière de formation professionnelle. Pour être agréées, les actions de formation, définies à l'article L. 6313-1 du code du travail, doivent être mises en œuvre par un prestataire de formation déclaré.

## 2.5 PUBLICS ELIGIBLES A LA REMUNERATION DE STAGIAIRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN REGION PAYS DE LA LOIRE

### 2.5.1 PRINCIPE

En vertu de l'article L. 6341-1 à 3 du code du travail, les bénéficiaires du régime public de rémunération pris en charge par la Région sont **les personnes inscrites comme demandeurs d'emploi et non indemnisées par Pôle emploi ou un autre régime public**. Le code du travail ouvre également le statut de stagiaire de la formation professionnelle relevant de la compétence de la Région

et la possibilité de ce régime de rémunération et/ou de protection sociale aux deux catégories de stagiaires suivantes, dispensées d'inscription à Pôle emploi :

- Travailleurs reconnus handicapés,
- Personnes placées sous main de justice.

**Le stagiaire doit figurer sur la liste d'inscription de la formation et être retenu sur une place financée par la Région.**

 **Au titre de l'égalité d'accès aux personnes handicapées, ces dernières ont accès de plein droit aux actions de formations du Service Public Régional de Formation. L'article L.6341-3 du code du travail précise que les travailleurs reconnus handicapés peuvent bénéficier de la rémunération des stagiaires. Ces derniers peuvent, dès lors que la Région a accordé un agrément de rémunération**

- **Opter pour une rémunération financée par la Région Pays de la Loire**

**Ou**

- **Opter pour le maintien de l'ARE à laquelle ils peuvent prétendre selon leurs droits**

**Il est rappelé que ces aides ne sont pas cumulables.**

## 2.5.2 CAS PARTICULIERS ET EXCEPTIONS

---

- a) Demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'Allocation Spécifique de Solidarité (ASS), de l'Allocation Temporaire d'Attente (ATA) ou de l'Aide à la Recherche du Premier Emploi (ARPE) :
- Certaines catégories de demandeurs d'emploi bénéficient d'allocations au titre du régime de solidarité versées par Pôle emploi pour le compte de l'Etat (Allocation de Solidarité Spécifique, Allocation Temporaire d'Attente, Aide à la Recherche du Premier Emploi).
  - Ces allocations ne pouvant être cumulées avec la rémunération versée par la Région, leur versement doit être interrompu le jour de l'entrée de l'allocataire sur une formation professionnelle rémunérée par la Région. Les démarches nécessaires seront engagées à cet effet auprès de Pôle emploi, préalablement à l'entrée en formation, afin d'enregistrer le changement de situation du stagiaire.
- b) Demandeurs d'emploi non bénéficiaires de la RFF (Rémunération de fin de formation)
- Les demandeurs d'emploi qui épuisent leurs droits à l'assurance chômage en cours de formation et se voient refuser l'octroi de la RFF par Pôle emploi, peuvent solliciter la Région pour une prise de relais par le régime public de rémunération, jusqu'à la fin de la formation, dans le respect de l'agrément de rémunération.
  - Afin que le stagiaire bénéficie de cette disposition instituée par la Région Pays de la Loire en faveur de la sécurisation des parcours, l'organisme de formation doit en faire la demande **dès le démarrage de l'action de formation**, en indiquant la date à laquelle l'indemnisation du régime d'assurance chômage prend fin, afin d'éviter toute interruption de ressources pour le bénéficiaire. Ce dernier devra produire **l'attestation de rejet de Pôle emploi correspondante**.
- c) Demandeurs d'emploi en formation dans le secteur Sanitaire et Social

Les demandeurs d'emploi inscrits dans un institut ou une école de formation du secteur paramédical et de santé agréés ou dans un établissement de formation sociale mentionné à l'article 451-1 du code de l'action sociale et des familles, peuvent accéder au statut de stagiaires de la formation professionnelle continue et bénéficier, à ce titre, d'une rémunération et d'une protection sociale lorsque les actions sur lesquelles ils sont inscrits sont agréées à la rémunération par la Région.

Il convient cependant de prendre en compte certaines dispositions spécifiques liées à ce type de formation :

- Les formations de niveaux 1, 2 et 3 sont agréées par la Région Pays de la Loire et peuvent donner lieu au versement d'une rémunération :
  - Niveau 1 et 2 : sorties en cours de 1er cycle de l'enseignement secondaire (6ème à 3ème) ou abandons en cours de CAP ou BEP avant l'année terminale.

- Niveau 3 : sorties après l'année terminale de CAP ou BEP ou sorties de seconde cycle général et technologique avant l'année terminale (seconde ou première).
  - Les formations de niveaux 4, 5, 6, 7 et 8 ne sont pas agréées par la Région Pays de la Loire et ne peuvent donner lieu au versement d'une rémunération. Les stagiaires présents sur ce type de formation peuvent mobiliser le régime des bourses régionales sanitaires et sociales.
    - Niveau 4 : sorties des classes de terminale de l'enseignement secondaire (avec ou sans le baccalauréat). Abandons des études supérieures sans diplôme.
    - Niveau 5 : sorties avec un diplôme de niveau Bac + 2 ans (DUT, BTS, DEUG, écoles des formations sanitaires ou sociales, etc.).
    - Niveau 6 : sorties avec un diplôme de niveau License, License professionnelle, Maîtrise, Master 1
    - Niveau 7 : sorties avec un diplôme de niveau Master, diplôme d'études approfondies, diplôme d'études supérieures spécialisées, diplôme d'ingénieur
    - Niveau 8 : sorties avec un diplôme de niveau Doctorat, habilitation à diriger des recherches
- d) Stagiaires en CRP/ERP/CPO/UEROS (Centres et Etablissements de Rééducation Professionnelle, Centres de Pré-Orientation et Unités d'Evaluation, de Réentraînement et d'Orientation Sociale et Professionnelle)
- Les frais pédagogiques des formations suivies au sein des établissements ou services sociaux et médicosociaux de réadaptation, de pré-orientation ou de rééducation professionnelle, tels que définis par l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles, ne relèvent pas de la compétence de la Région.
  - En revanche, la loi du 5 mars 2014 a confié aux Régions la responsabilité de rémunérer les personnes suivant ces parcours de formation. Ces dernières doivent bénéficier d'une RQTH ou être orientées par la Commission des Droits pour l'Autonomie des Personnes Handicapées (CDAPH).
  - Un agrément de rémunération/protection sociale est délivré annuellement par la Région pour les formations dispensées par chaque établissement et agréées par l'Agence Régionale de Santé. Ces agréments précisent les intitulé, date, lieu, durée hebdomadaire de l'action de formation, ainsi que le volume maximal d'heures de formation rémunérées, établi sur la base du transfert financier de l'Etat à la Région.
- e) Personnes placées sous main de justice
- Les stagiaires détenus dans un établissement pénitentiaire (milieu fermé) bénéficient d'un régime de rémunération spécifique.
  - La rémunération des stagiaires en milieu fermé est fixée par le décret n° 84-331 du 3 mai 1984, modifié par le décret n° 85-848 du 6 août 1985. Elle s'applique à tous les stagiaires en milieu fermé participant à une formation rémunérée. Son taux horaire net est de 2,26 €. Les ICCP sont versées chaque mois.
  - Les personnes détenues sont affiliées, dès leur incarcération, au régime général de la sécurité sociale. La Région prend en charge les cotisations de protection sociale.
  - Les actions de formation mises en œuvre en milieu carcéral sont réputées être à temps partiel, plafonnées à 120 heures par mois, ou 28 heures par semaine. Seules les heures de formation effectivement réalisées sont rémunérées. Les actions de formation mises en œuvre peuvent être réalisées en intra ou extra-muros. Elles relèvent :
    - Du milieu fermé pour l'intra-muros. C'est-à-dire que les conditions de rémunérations applicables sont celles prévues par le décret n° 84-331 du 3 mai 1984 (voir ci-dessus).
    - Du droit commun pour l'extra-muros. Les conditions de rémunération applicables sont donc celles prévues par la 6ème partie du Code du Travail : la formation professionnelle tout au long de la vie et plus particulièrement le titre III : la formation professionnelle continue, ainsi que l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires prises pour leur application.
  - Les actions de formation agréées par la Région peuvent prévoir des périodes d'application en entreprise (alternance). Ces stages pratiques peuvent être organisés intra-muros ou extra-muros. La durée maximale du stage est de 28 heures hebdomadaire ou 120 heures mensuelles.

### 3 MONTANT DE LA REMUNERATION

#### 3.1 BAREMES DE REMUNERATION

Les barèmes de rémunération sont déterminés par le décret n° 88-368 <sup>4</sup>du 15 avril 1988, modifié par le décret n° 2002-1551<sup>5</sup> du 23 décembre 2002. Ces textes fixent le montant minimal de rémunération à verser au stagiaire, en fonction de sa situation individuelle au moment de son entrée en formation.

Dans un contexte de hausse du coût de la vie qui impacte en premier lieu les personnes aux revenus modestes, la Région Pays de la Loire a souhaité améliorer les conditions de formation des stagiaires de la formation professionnelle continue et renforcer leurs possibilités d'insertion professionnelle et sociale, à travers des mesures de revalorisation de certains barèmes.

Les montants indiqués correspondent à une base de rémunération mensuelle pour une formation à temps plein. La rémunération effectivement versée chaque mois au stagiaire est proratisée en fonction de son temps réel de présence en formation.

Les barèmes de rémunération comprennent l'Indemnité Compensatrice de Congés Payés, à l'exception des barèmes réservés aux travailleurs handicapés ayant exercé une activité salariée antérieure, qui la perçoivent en fin de formation. Elle est alors calculée sur la base de 1/10ème de la totalité des sommes versées au titre du barème mensuel et des compléments d'indemnités journalières, hors indemnité d'aide au transport-hébergement et prime monoparentale.

Stage à temps plein : durée hebdomadaire supérieure ou égale à 30 heures

Stage à temps partiel : la base horaire correspond aux taux à temps plein divisés par 151,67

---

<sup>4</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000509615&dateTexte=20180905>

<sup>5</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000005633776>

Catégories	Taux mensuels applicables pour un stage à temps plein (en €)	Taux horaires applicables pour un stage à temps partiel (en €)
<b>Travailleurs salariés privés d'emploi</b>		
<b>Demandeurs d'emploi</b>	667,02 € (ICCP incluse)	4,40 € (ICCP incluse)
<b>Demandeurs d'emploi handicapés</b>	100% du salaire antérieur (ICCP en plus) Plancher : 644,17 € Plafond : 1932,52 €	100% du salaire antérieur (ICCP en plus) Plancher : 4,25 € Plafond : 12,74 €
<b>Demandeurs d'emploi art.10-2° décret 15.04.88 pratique professionnelle &lt; 3 ans pratique 3 ans ou plus</b>	667,02 € (ICCP incluse) 100% allocation retour à l'emploi	4,40 € (ICCP incluse) 100% allocation retour à l'emploi
<b>Assimilés aux demandeurs d'emploi</b>		
<b>Publics particuliers :</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Femmes divorcées, veuves, séparées judiciairement depuis moins de trois ans</li> <li>• Parents isolés (père ou mère) et femmes seules en état de grossesse</li> </ul>	1002,02 € (ICCP incluse)	6,61 € (ICCP incluse)
<b>Mères de familles ayant eu trois enfants au moins</b>	667,02 € (ICCP incluse)	4,40 € (ICCP incluse)
<b>Handicapés primo-demandeurs d'emploi</b>	667,02 € (ICCP incluse)	4,40 € (ICCP incluse)
<b>Primo demandeurs d'emploi</b>		
<b>De 16 à 17 ans</b>	195,34 € (ICCP incluse)	1,29 € (ICCP incluse)
<b>De 18 à 20 ans</b>	375,39 € (ICCP incluse)	2,48 € (ICCP incluse)
<b>De 21 à 25 ans</b>	404,35 € (ICCP incluse)	2,67 € (ICCP incluse)
<b>26 ans et +</b>	466,09 € (ICCP incluse)	3,07 € (ICCP incluse)
<b>Contrats maintenus</b>		
Travailleurs Handicapés	100% du salaire antérieur (ICCP en plus) Plancher : 644,17 € Plafond : 1932,52 €	100% du salaire antérieur (ICCP en plus) Plancher : 4,25 € Plafond : 12,74 €
<b>Travailleurs non salariés</b>		
Tous stagiaires	723,59 € (ICCP incluse)	4,77 € (ICCP incluse)
<b>Personnes placées sous main de justice</b>		
Formations Intra-muros	2,26 € de l'heure (+ ICCP)	2,26 € (+ ICCP)
Formations Extra muros	Droit commun	Droit commun

Pour les primo demandeur d'emploi, le barème est calculé en fonction de l'âge du stagiaire à son entrée en formation. Les barèmes à l'âge sont révisables au 1er du mois de la date anniversaire du stagiaire.

 Pour les stagiaires reconnus travailleurs handicapés, si le stagiaire n'est pas en mesure de produire au moment de la constitution de son dossier la totalité des justificatifs de ses périodes d'activités, la Région lui verse la base forfaitaire minimum prévue pour les travailleurs en situation de handicap ne remplissant pas ces conditions d'activités, dans l'attente des pièces justificatives permettant de calculer leur rémunération.

## 3.2 AIDE AU TRANSPORT ET A L'HEBERGEMENT

Dans le cadre de l'application du régime public de rémunération des stagiaires, une prise en charge des frais de transport et/ou d'hébergement est effectuée en fonction de la distance lieu de stage/domicile du stagiaire, sur la base des dispositions réglementaires du code du travail. 2 Régimes de prise en charge coexistent.

### 3.2.1 REGIME DE L'INDEMNITE FORFAITAIRE

Les stagiaires rémunérés (et eux seuls) peuvent prétendre au versement d'indemnités :

- De transport seul
- De transport et d'hébergement
- D'hébergement seul

Le tableau ci-dessous reprends les différents montants de ces indemnités en fonction des publics et de la distance entre le domicile et le lieu de formation. Les indemnités sont **mensuelles**.

Type de public	Distance domicile/lieu de formation	Transport seul	Transport en cas d'hébergement	Hébergement seul	Transport et hébergement
Demandeurs d'emploi de moins de 18 ans ayant moins de 6 mois d'activité	15 km ou moins	0 €	0 €	37,20 €	37,20 €
	Plus de 15 km à 50 km	32,93 €	13,95 €	37,20 €	51,15 €
	Plus de 50 km	32,93 €	24,85 €	37,20 €	62,05 €
Demandeurs d'emploi de 18 ans et plus ayant moins de 6 mois d'activité	15 km ou moins	0 €	0 €	0 €	Transport et hébergement non cumulables
	Plus de 15 km à 50 km	32,93 €	0 €	0 €	
	Plus de 50 km	32,93 €	0 €	81,41 €	
Demandeurs d'emploi : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Parents isolés</li> <li>• Femmes seules enceintes</li> <li>• 6 mois d'activité salariée</li> <li>• Mère de famille, 3 enfants</li> <li>• Femme veuve, séparée, divorcée moins de 3 ans</li> </ul>	15 km ou moins	0 €	0 €	0 €	Transport et hébergement non cumulables
	Plus de 15 km à 50 km	32,93 €	0 €	0 €	
	Plus de 50 km à 250 km	32,93 €	0 €	81,41 €	
	Plus de 250 km	53,36 €	0 €	101,84 €	
Handicapés et travailleurs non-salariés de moins de 18 ans	Plus de 25 km	Remboursement sur justificatifs (utiliser le formulaire RS2)	0 €	0 €	0 €
Handicapés et travailleurs non-salariés de 18 ans et plus	Plus de 25 km	Remboursement sur justificatifs (utiliser le formulaire RS2)	0 €	0 €	0 €

**Le forfait transport s'applique pour toute la durée de formation, sur la base de la distance entre le domicile habituel du stagiaire avant le stage et celle du lieu de formation en centre ou en entreprise.**



**Le forfait hébergement se fait sur la base de la présentation d'un justificatif (quittance de loyer, attestation d'hébergement) et de la distance domicile-lieu de formation.**

### 3.2.2 REGIME DU REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORTS

Ce régime s'applique aux stagiaires handicapés et travailleurs non-salariés de plus ou moins de 18 ans. Ces personnes peuvent faire une demande uniquement pour le remboursement des frais de transport si la distance à parcourir est supérieure à 25 km. Il ne s'applique que dans le cas d'un enseignement à distance.

Conformément aux articles R. 6341.49 à R.6341.53 du Code du Travail, le remboursement de ces frais de transport concerne :

- Le voyage lié aux nécessités de stage :  
Le remboursement couvre, dans le cas des stages comportant un enseignement à distance (FOAD : Formations Ouvertes et/ou à distance), les frais de transport exposés au début et à la fin de chaque période en centre et de chaque séance d'évaluation pédagogique.
- Le voyage au début et à la fin du stage :  
Les stagiaires ont droit au remboursement de la totalité des frais de transport exposés au début et à la fin du stage pour rejoindre l'établissement ou le centre de formation et en revenir. Le remboursement est calculé sur la base du prix du billet SNCF en 2ème classe.
- Le voyage pour raison familiale :  
Les voyages pour rapprochements familiaux (75 % des frais de transport sur la base du prix du billet SNCF en 2ème classe) à raison :
  - D'un voyage mensuel pour les moins de 18 ans ;
  - D'un voyage si le stage dure entre 3 et 8 mois pour les plus de 18 ans, mariés ou chargés de famille ;
  - D'un voyage si le stage dure plus de 8 mois pour les plus de 18 ans célibataires ;
  - De 2 voyages au-delà de 8 mois, si le stagiaire est marié ou chargé de famille.

### 3.3 REGIME SOCIAL ET FISCAL

La rémunération versée par la Région aux stagiaires de la formation professionnelle (hors aide au transport et à l'hébergement) est soumise à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP). Elle est exonérée de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) et de la Contribution au Remboursement de la Dette Sociale (CRDS).

Les sommes à déclarer à l'administration fiscale par les stagiaires figurent sur le dernier avis de paiement de l'année reçu par le stagiaire.

La Région applique le Prélèvement à la Source conformément à la réglementation.

### 3.4 CUMUL AVEC D'AUTRES SOURCES DE REVENUS

En vertu des articles L. 3121.10, L. 3121.34 à 36, L. 6341-7, R. 6341-29 à 31 du code du travail, les ressources suivantes sont susceptibles d'être cumulées avec la rémunération octroyée par la Région au titre de stagiaire de la formation professionnelle :

- Les pensions et les rentes versées aux stagiaires en situation de handicap ;
- L'allocation aux adultes handicapés et la prestation de compensation du handicap, dans la limite des plafonds respectivement prévus par le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
- Les pensions de retraite, sous réserve que les bénéficiaires soient inscrits à Pôle emploi en catégorie A, sans indemnité, et que leur recherche d'emploi nécessite une formation ; En revanche, pour le stagiaire faisant valoir ses droits à la retraite en cours de formation, la cessation de rémunération survient avant la fin de la formation ;
- Le Revenu de Solidarité Active (RSA), dont le montant sera recalculé par l'organisme payeur du RSA en fonction du montant de rémunération perçu, sur déclaration du bénéficiaire ;

En revanche, les indemnités journalières perçues par les stagiaires seront notifiées à la Région par les organismes concernés et déduites de la rémunération perçue au titre de la formation professionnelle.

La Région des Pays de la Loire autorise le cumul du statut de stagiaire de la formation professionnelle continue avec une activité professionnelle à temps partiel ainsi que le cumul intégral entre le revenu de stage et le revenu d'activité sous réserve du respect des conditions suivantes :

- le bénéficiaire doit être inscrit comme demandeur d'emploi.
- le cumul des statuts, doit se faire dans le cadre du respect du droit du travail.
- l'activité professionnelle ne doit pas porter atteinte au bon suivi de la formation. Pour éviter les excès,
- le nombre d'heures maximal de travail est fixé à 15 heures par semaine et le cumul de la formation et de l'emploi ne devra par principe pas dépasser 10 heures par jour et 48 heures par semaine (ou 44 heures en moyenne par semaine, calculées sur une période de 12 semaines consécutives).

En outre, les articles L.6341-7 et R.6341-29 du Code du travail autorise en outre le cumul de la rémunération perçue au titre d'un stage de la formation professionnelle **avec la rémunération perçue pour une activité à temps partiel** sous réserve du respect des obligations de la formation et dans des conditions déterminées par l'autorité agréant ces formations sur le fondement de l'article L.6341-4 du Code du travail, à savoir :

- Le stagiaire doit suivre normalement sa formation sans qu'aucun aménagement horaire ni aucune absence ne soit nécessaire en raison de son activité à temps partiel ;
- Si l'emploi occupé est en lien direct avec la spécialité de la formation suivie, **le prescripteur doit s'assurer que toutes les autres formes de prise en charge financière de la formation (plan de formation de l'employeur, DIF, CIF, ou encore dispositif régional IRIS pour les salariés pouvant relever des IRIS existants...) ne peuvent être mises en œuvre.**

### 3.5 CAS PARTICULIERS

#### 3.5.1 STAGIAIRES EN DISPONIBILITE

Tout stagiaire en disponibilité, sauf s'il est inscrit à Pôle emploi en tant que demandeur d'emploi, ne doit pas être inscrit sur les effectifs Région et n'est donc pas éligible à une rémunération.

#### 3.5.2 STAGIAIRES ETRANGERS

C'est la situation du stagiaire à l'entrée en formation qui fixe le droit ou non à l'entrée en formation, d'une manière générale, le stagiaire doit être titulaire d'un document attestant de l'autorisation de travailler (portant la mention « autorisé à travailler » ou « valant autorisation de travail »).

Si la date de validité de ce document expire avant la date de fin de la formation : la rémunération s'arrête à la date de fin de validité et peut être de nouveau enclenchée à réception du titre de séjour renouvelé (avec effet rétroactif).

### 3.6 CALCUL DE LA REMUNERATION

Les formations peuvent se dérouler à temps plein ou à temps partiel. L'article R. 6341-15 du code du travail précise que, pour toute durée hebdomadaire supérieure ou égale à 30 heures, la formation est considérée à temps plein et pour toute durée inférieure à 30 heures, elle est considérée à temps partiel (les heures de travail personnel ne sont pas prises en compte).

L'article R. 6341-45 du code du travail précise que « les rémunérations versées aux stagiaires (...) ainsi que, le cas échéant, les sommes payées au titre des cotisations de sécurité sociale afférentes à ces rémunérations, font l'objet de retenues proportionnelles à la durée des absences non justifiées aux séances de formation. Ainsi :

- Pour les formations à temps plein, la rémunération est mensualisée et proratisée en fonction des absences donnant lieu ou non à maintien de rémunération, sur la base de la saisie des états de présence mensuels par l'organisme de formation, le volume horaire mensuel temps plein équivalant à 151,67 heures.
- Pour les formations à temps partiel (durée hebdomadaire moyenne inférieure à 30 heures), la rémunération est calculée sur la base des heures de présence en formation déclarées par l'organisme de formation, ainsi que des heures d'absence donnant lieu à maintien de rémunération.

## 3.7 CONDITIONS LIEES A L'ACTIVITE PROFESSIONNELLE ANTERIEURE DU STAGIAIRE

### 3.7.1 PERIODES D'ACTIVITE SALARIEE PRISES EN COMPTE

La justification de 6 mois d'activité salariée doit s'inscrire dans une période de 12 mois décomptée de date à date. La justification de 12 mois d'activité salariée doit s'inscrire dans une période de 24 mois décomptée de date à date.



**Il est tenu compte de la plus récente période d'activité salariée justifiant d'au moins 910 heures d'activités salariées sur 12 mois ou 1 820 heures sur 24 mois, dans la limite de la durée maximale du temps de travail. L'activité salariée peut relever du secteur privé comme du secteur public, en France ou à l'étranger, y compris hors de l'Union Européenne. Le temps travaillé pendant la période d'apprentissage est également pris en compte.**

### 3.7.2 REMUNERATION DES TRAVAILLEURS HANDICAPES

L'articles D. 6341-26 du code du travail stipule : « la rémunération due aux travailleurs handicapés privés d'emploi ayant exercé une activité salariée pendant six mois au cours d'une période de douze mois ou pendant douze mois au cours d'une période de vingt-quatre mois est établie sur la base du salaire perçu antérieurement.

Elle est calculée selon la durée légale du travail fixée à l'article L. 3121-27 (35 heures par semaine) à partir de la moyenne des salaires perçus pendant la durée d'activité de six mois ou de douze mois considérée. **Les majorations pour heures supplémentaires, les indemnités compensatrices de congé payé et de préavis ainsi que les primes et indemnités qui ne sont pas retenues pour le calcul des cotisations sociales n'entrent pas dans le décompte des salaires perçus.**

Lorsque l'interruption du travail est antérieure depuis plus d'un an à l'entrée en stage, le salaire perçu dans le dernier emploi est affecté d'un coefficient de revalorisation correspondant aux majorations du salaire minimum de croissance au cours de la période considérée. »

### 3.7.3 REMUNERATION DES TRAVAILLEURS NON SALARIES

La durée minimale d'activité professionnelle pour les travailleurs non salariés est d'au moins douze mois, dont six consécutifs, dans les trois années qui précèdent l'entrée en stage (article D. 6341-23 du code du travail).

## 3.8 VERSEMENT DE LA REMUNERATION

### 3.8.1 PAIEMENT A TERME ECHU

La rémunération est versée mensuellement à terme échu par **virement bancaire** au nom du stagiaire (article R. 6341-40 du code du travail).

### 3.8.2 ACOMPTE

Tout stagiaire rémunéré à **temps plein** dont le dossier de demande de rémunération est complet percevra un acompte de 30 % de son barème mensuel de rémunération s'il entre en formation entre le **1<sup>er</sup>** et le **20** du mois et que son dossier est transmis au cours de ce même mois.

### 3.8.3 AVANCES

Tout stagiaire rémunéré à **temps plein** dont le dossier de demande de rémunération est complet percevra une avance de 30 % de son barème mensuel de rémunération s'il entre en formation entre le **21** et le **dernier jour du mois** du mois et que son dossier est transmis au cours de ce même mois.

### 3.8.4 SAISSABILITE DE LA REMUNERATION

En cas de sommes indûment perçues par le stagiaire, la Région procède en premier lieu à une régularisation sur les versements suivants. Si cette régularisation n'est pas possible, en cas de sortie de formation du stagiaire notamment, un titre de recette est émis. En cas de nouvelle entrée de ce stagiaire sur une formation rémunérée par la Région, des retenues sur rémunération pourront s'exercer. Le délai de réclamation d'un trop perçu est de 5 ans à compter de la naissance de la créance.

La saisie sur rémunérations ou sur salaire permet d'obtenir le versement de sommes dues par un débiteur salarié. L'employeur retient, sous conditions, une partie des rémunérations du salarié. Le salarié conserve, dans tous les cas, une somme au moins égale au montant forfaitaire du RSA pour une personne seule<sup>6</sup>.

## 4 ABSENCES ET SORTIES ANTICIPEES DE FORMATION

### 4.1 ASSIDUITE

L'obligation d'assiduité est une condition impérative pour le versement de la rémunération, cette dernière n'étant versée par la Région aux stagiaires que pour une présence effective en formation. Les absences non justifiées aux séances de formation/stages en entreprise font l'objet de retenues proportionnelles à leur durée (Articles R. 6341-45 et 46 du code du travail)

Certaines absences, fixées de façon limitative, sont cependant autorisées et ne s'imputent pas sur le montant de la rémunération.

En accord avec les référentiels pédagogiques propres à chaque dispositif, certaines séquences de formation telle que les démarches personnelles liées à la formation (recherche de stages, enquêtes métiers, rencontre de professionnels) sont rémunérées pour le stagiaire. Elles ne sont pas considérées comme des absences autorisées mais comme des heures en centre.

Elles sont organisées par demi-journées (maximum une demi-journée par semaine soit 4 heures). Elles doivent ainsi être déclarées comme des heures en centre sur l'outil de dématérialisation de l'émargement. La protection sociale des stagiaires lors de ces démarches individuelles est prise en charge dans les mêmes conditions que pour les séquences de formation en centre (conformément aux obligations incombant au directeur de l'organisme de formation).

### 4.2 ABSENCES AUTORISEES POUR MOTIFS LEGAUX

Les articles L3142-4 et L1225-16 du code du travail précisent que la rémunération est intégralement versée, sans retenue, lorsque le stagiaire s'absente pour l'un des motifs légalement autorisés suivant, **sur présentation des justificatifs correspondants** :

- Journée défense et citoyenneté/cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française : 1 jour
- Mariage ou PACS : 4 jours ouvrés
- Naissance/adoption d'un enfant : 3 jours ouvrés
- Mariage d'un enfant : 1 jour ouvré
- Décès d'un enfant : 5 jours ouvrés
- Décès des conjoint, père, mère, beau-père, belle-mère, frère ou sœur du stagiaire : 3 jours ouvrés
- Absence pour examen prénatal de grossesse obligatoire à compter du 3ème mois de grossesse : La durée de l'absence est plafonnée à ½ journée par examen et par mois
- Annonce de la survenue d'un handicap chez un enfant : 2 jours ouvrés

**Concernant les absences pour enfant malade, l'article L1225-61 du code du travail prévoit : « Le salarié bénéficie d'un congé non rémunéré en cas de maladie ou d'accident, constatés par certificat médical, d'un enfant de moins de seize ans dont il assume la charge au sens de l'article L. 513-1 du code de la sécurité sociale.**



**La durée de ce congé est au maximum de trois jours par an. Elle est portée à cinq jours si l'enfant est âgé de moins d'un an ou si le salarié assume la charge de trois enfants ou plus âgés de moins de seize ans. »**

<sup>6</sup> <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F115>

L'article L3133-1 du code du travail prévoit en outre que la rémunération est maintenue en cas de **fermeture du centre ou de l'entreprise de stage lors des jours fériés légaux suivants** :

- 1er janvier
- Lundi de Pâques
- 1er mai
- 8 mai
- Ascension
- Lundi de Pentecôte
- 14 juillet
- 15 août
- 1er novembre
- 11 novembre
- 25 décembre

**Le jour férié n'est pas rémunéré si le stagiaire est absent tout le mois. En cas d'absence pour maladie, maternité, paternité ou accident du travail, le jour férié est rémunéré selon les règles qui s'appliquent aux motifs d'absence.**



#### 4.3 ABSENCES DONNANT LIEU A RETENUES SUR LA REMUNERATION

En cas d'absence pour maladie, maternité, paternité, adoption ou accident du travail, le versement de la rémunération est interrompu pendant la durée de l'absence.

Sous réserve de la production par le stagiaire du justificatif correspondant, la Région verse au stagiaire une indemnité journalière complémentaire, au-delà de l'indemnité journalière versée par la sécurité sociale et permettant le maintien de la rémunération journalière de stage. Les articles R.373-1 à R.373-3 du Code de la Sécurité sociales précise la hauteur et la durée des indemnités journalières complémentaires :

- 50 % pour les absences maladie, pour une durée maximale de 90 jours et dans la limite des 3 mois suivant la formation, après application d'un délai de carence de 3 jours,
- 90 % pour les congés maternité/adoption, pour une durée maximale de 90 jours et dans la limite des 3 mois suivant la formation,
- 90 % pour les congés paternité, pour une durée maximale de 11 jours calendaires consécutifs pour une naissance unique et 18 jours calendaires consécutifs pour une naissance multiple.

#### 4.4 ABSENCES NON JUSTIFIEES

Les absences injustifiées sont déduites en 30<sup>ème</sup> ; elles font l'objet de retenues proportionnelles à leur durée. Certaines absences, fixées de façon limitative, sont cependant autorisées et ne s'imputent pas sur le montant de la rémunération. Les absences sont décomptées à la demi-journée.

#### 4.5 INTERRUPTIONS DE FORMATION

En cas d'interruption de la formation pour cause de fermeture de l'organisme de formation, le maintien de la rémunération et de la protection sociale est limité à 15 jours calendaires par période de 6 mois. Ces 15 jours sont comptabilisés conformément aux périodes déclarées par l'organisme de formation.

Au-delà de 15 jours calendaires consécutifs d'interruption de formation, **le stagiaire doit réactualiser son statut auprès de Pôle emploi.**

**Ces jours ne sont pas des jours de congés : ils ne peuvent donc être utilisés que dans le cas d'une fermeture du centre de formation. Chaque période de 6 mois permet de bénéficier de 15 jours calendaires de fermeture de centre rémunérés.**



**Les jours de fermeture de Centre ne sont ni cumulables, ni reportables. Les compteurs correspondants sont donc portés à zéro lors du démarrage de chaque nouvelle période de 6 mois, puis réalimentés de 15 jours.**

#### 4.6 SORTIES ANTICIPEES

**Dès qu'il en a connaissance, le Directeur de l'organisme de formation doit informer Docapost Applicam de l'abandon avéré ou de la décision de renvoi du stagiaire**, en précisant les circonstances et motifs et en joignant les documents justificatifs. Le versement de la rémunération du stagiaire est alors immédiatement interrompu.

## 5 PROTECTION SOCIALE DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

### 5.1 PRISE EN CHARGE DES COTISATIONS SOCIALES ET RISQUES COUVERTS

En application du code du travail (articles L. 6342-1 à L.6342-3), la Région prend en charge la protection sociale de l'ensemble des stagiaires, rémunérés ou non, intégrant une action de formation qu'elle finance.

Les cotisations sociales sont calculées sur la base de taux forfaitaires fixés par voie réglementaire et révisés annuellement, compte tenu de l'évolution du plafond retenu pour le calcul des cotisations du régime général de la sécurité sociale. Elles sont dues pour les heures de présence sur la durée totale de la formation, pour les heures d'absence ayant donné lieu au maintien intégral de la rémunération et sur l'indemnité compensatrice de congés payés.

Les cotisations versées couvrent les risques suivants :

- Maladie, maternité, paternité, invalidité, décès,
- Vieillesse,
- Allocations familiales,
- Accidents du travail et maladies professionnelles.

### 5.2 IMMATRICULATION ET AFFILIATION DES STAGIAIRES

Toute personne qui suit un stage de formation professionnelle continue est **obligatoirement affiliée à un régime de sécurité sociale**. Le stagiaire qui, avant le stage, relevait déjà d'un régime de sécurité sociale, reste affilié à ce régime pendant la durée de la formation. Le stagiaire qui, à son entrée en formation, ne relève d'aucun régime est affilié au régime général de sécurité sociale (Article L. 6342-1 code du travail).

La demande d'immatriculation en nom propre du stagiaire se fait au moyen du document Cerfa n° 50560. Il est du ressort du stagiaire de réaliser les démarches nécessaires à son affiliation.

### 5.3 PRESTATIONS SOCIALES

#### 5.3.1 MALADIE, MATERNITE, PATERNITE OU D'ADOPTION

La Région complète l'indemnité journalière afin de garantir 50 % de la rémunération journalière pour la maladie et 90 % pour la maternité et le congé paternité dans le cas où la maladie et le congé maternité ou paternité a débuté pendant le stage (Articles R.373-1 à R.373-3 du Code de la Sécurité sociales).

Cette règle vaut également si la maladie ou la maternité débute dans les trois mois suivant la date de sortie du stage.

**Il n'y aura pas** de prise en compte des indemnités journalières dues au titre d'une situation antérieure à la formation en cours.

En revanche le **congé paternité doit être pris obligatoirement pendant la durée du stage** pour donner lieu au versement d'indemnités.

La déclaration de grossesse doit être faite dans les 15 premières semaines et transmise au centre de formation et à la Sécurité Sociale.

#### 5.3.2 ACCIDENT DE TRAVAIL / TRAJET, MALADIE PROFESSIONNELLE

L'article R962-1 du code du travail précise qu'il est de **la responsabilité de l'organisme de formation de faire la déclaration auprès de la caisse d'affiliation dans les 48 heures qui suivent l'accident** qu'il s'agisse d'un accident survenu dans le centre de formation, en stage pratique ou sur le trajet domicile-lieu de stage. Cette déclaration est réalisée en utilisant le cerfa 14463-01. Le document est à remplir en 4 exemplaires. L'organisme de formation doit en envoyer 3 exemplaires, par lettre recommandée avec accusé de

réception, à la caisse primaire dont dépend le salarié victime de l'accident, dans les 48 heures après avoir eu connaissance de l'accident. **Il doit conserver le 4e exemplaire pendant 5 ans.**

La journée de travail au cours de laquelle l'accident s'est produit est à la charge de la Région. L'indemnité journalière est payée au stagiaire concerné par sa caisse d'affiliation à partir du 1<sup>er</sup> jour qui suit l'arrêt de formation consécutif à l'accident dans les conditions définies par le Code de la Sécurité Sociale. Le stagiaire rémunéré bénéficie des prestations en nature et en espèces dans les mêmes conditions que les salariés.

Les cotisations sont dues par la Région pour la durée totale de la formation, y compris les absences non réalisées mais justifiées, ainsi que les droits à rémunération pendant la fermeture du centre.

Il devra toujours être précisé à la Caisse Primaire d'Assurance Maladie :

- Que le directeur du centre de formation est « l'employeur » et que toute la procédure doit être menée entre elle et le centre de formation, à l'exclusion de Docapost Applicam (article R 962.1 du Code du Travail),
- Qu'elle ne doit en aucun cas adresser à Docapost Applicam des documents concernant l'accident (Les éventuelles pièces reçues par Docapost Applicam seront systématiquement retournées aux CPAM ou aux centres).

 **Docapost Applicam ne versera en aucun cas des indemnités journalières complémentaires pour les accidents du travail.**

### 5.3.3 DECES

En vertu de l'article R373-2 du code de la Sécurité sociale, en cas de décès d'un stagiaire pendant la formation ou dans les 3 mois suivants à fin du stage, la Région garantit aux ayants droit un capital égal à 90 fois la rémunération journalière de la formation, avec un maximum s'élevant au ¼ du plafond annuel retenu pour le calcul des cotisations de Sécurité Sociale.

La demande doit être faite par les ayants droits dans le délai d'un mois après le décès de l'assuré auprès de l'organisme de sécurité sociale qui verse le capital décès, la Région Pays de la Loire intervenant en complément.

## 5.4 STAGES EN ENTREPRISES

Les périodes d'application pratique en entreprise prévues dans le cadre des formations rémunérées par le régime public ouvrent droit à la rémunération et à la protection sociale dans les mêmes conditions que les périodes de formation en centre.

### 5.4.1 STATUT DU STAGIAIRE

Pendant la période de stage pratique en entreprise, le stagiaire conserve son statut de stagiaire de la formation professionnelle continue. N'étant pas lié par un contrat de travail, il ne peut pas être juridiquement considéré comme un salarié de l'entreprise. Il ne bénéficie pas non plus du statut des stagiaires encadré par la loi n° 14-788 du 10 juillet 2014.

### 5.4.2 LEGISLATION DU TRAVAIL

En vertu de l'article L. 6343-1 du code du travail, le stagiaire, bien qu'il ne soit pas salarié de l'entreprise, est soumis à la réglementation du code du travail relative :

- à la durée du travail, à l'exception de celles relatives aux heures supplémentaires et au repos hebdomadaire,
- à la santé et à la sécurité.

Pour toute situation particulière, les organismes de formation se rapprocheront de l'Inspection du Travail afin de s'assurer des règles à appliquer en fonction du secteur professionnel et de l'âge du stagiaire.

#### 5.4.2.1 DUREE DE TRAVAIL ET REPOS HEBDOMADAIRE

Sauf disposition particulière du code du travail, la durée maximale hebdomadaire de formation, que ce soit en centre ou en entreprise ne peut excéder la durée légale de 35 heures par semaine civile et 10 heures par jour (ramenée à 8 heures pour les mineurs).

Les stagiaires **ne peuvent pas effectuer d'heures supplémentaires ni travailler le dimanche.**

Ils sont en outre soumis à la réglementation en vigueur concernant le travail de nuit et le travail les jours fériés (articles L. 6343-2 à L. 6343-4 du code du travail).

---

#### 5.4.2.2 HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

L'ensemble des dispositions relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail prévues au code du travail sont applicables au stagiaire.

Il n'y a pas de visite médicale obligatoire à l'accueil du stagiaire en entreprise. Le code du travail la prévoit néanmoins pour les stagiaires de moins de 18 ans susceptibles d'utiliser des machines dont l'usage est jugé dangereux, dans la mesure où l'employeur doit alors obtenir l'autorisation de l'Inspection du Travail, après avis favorable du Médecin du Travail.

---

#### 5.4.3 STAGES A L'ETRANGER

« Sous certaines conditions, les stagiaires de la formation professionnelle continue, inscrits sur les actions de formation financées par la Région des Pays de la Loire, peuvent bénéficier d'une aide pour réaliser des stages à l'étranger. Ces stages sont organisés par leur organisme de formation, qui élabore le projet et dépose la demande de financement auprès de la Région. »

---

#### 5.4.4 GRATIFICATION VERSEE PAR L'ENTREPRISE

L'entreprise peut décider de verser au stagiaire de la formation professionnelle continue une indemnité de stage ou gratification. Celle-ci n'aura pas le caractère de salaire, le stagiaire n'étant pas salarié de l'entreprise. Elle sera néanmoins soumise à cotisation de sécurité sociale, quel que soit son montant, l'entreprise étant tenue d'acquitter les cotisations de droit commun sur cette gratification.

# Annexes

## Annexe 1 : Pièces justificatives à fournir dans le cadre d'une demande de rémunération (RS1)

La demande de rémunération est réalisée via l'utilisation du formulaire Cerfa RS1 qui doit être intégralement complété par le stagiaire et l'organisme de formation (daté, tamponné et signé par les 2 parties).

Les stagiaires éligibles sont :

- Les personnes de plus de 16 ans ayant le statut de demandeur d'emploi (Inscription auprès de pôle emploi) et non indemnisée à l'entrée de la formation
- Les travailleurs reconnus handicapés
- Les bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active)
- Les bénéficiaires de l'ASS (Allocation de solidarité spécifique) et l'ATA (allocation temporaire d'attente)
- Les personnes retraités (inscrites à pôle emploi en catégorie A sans indemnité)
- Les travailleurs non-salariés
- Les personnes détenues

Les formulaires RS1 ne répondant pas à ce critère ne permettront pas d'instruire les dossiers.

Ces formulaires doivent être accompagnés de plusieurs pièces justificatives dont certaines dépendent du « statut » du stagiaire. On retrouvera ci-dessous :

- Les pièces communes à tous les dossiers ;
- Les pièces spécifiques à chacun des publics :
  - Stagiaires rémunérés en fonction de la situation familiale
  - Stagiaires rémunérés en fonction de l'activité salariée antérieure
  - Stagiaires non rémunérés à la date d'entrée en formation
  - Stagiaires reconnus handicapés

### Pièces communes à tous les dossiers

Tous les dossiers, quels que soient les publics concernés, ont en commun les pièces suivantes :

- Formulaire Cerfa RS1 intégralement complété
- Etat civil :
  - Pour les stagiaires de nationalité française : carte nationale d'identité **en cours de validité** (Rappel : la durée de validité de la carte d'identité a été portée à 15 ans sauf si le stagiaire était mineur à la date d'émission de la carte, dans ce cas la validité est portée à 10 ans), ou passeport **en cours de validité** ou certificat de nationalité française
  - Pour les stagiaires de nationalité étrangère : titre de séjour permettant l'accès aux stages de formation professionnelle (voir liste des titres admissibles en annexe)
- Mode de paiement : Relevé d'identité bancaire ou postal au **nom et prénom exact de l'état civil du stagiaire**. (IBAN et code BIC doivent obligatoirement figurer). En cas de compte joint et en l'absence du prénom du stagiaire, **une copie du livret de famille est obligatoire**.
- Protection sociale : copie de l'attestation vitale (et non de la carte vitale) au nom et prénom du stagiaire.
- En fonction de la situation du stagiaire, copie récente de la notification de la non-perception de l'ARE
- Notification d'orientation établie par le Conseil en Evolution Professionnelle (Mission locale, Pôle Emploi, CAP Emploi, PLIE)

### Pièces relatives au public rémunéré en fonction de la situation familiale

- Mère de famille ayant eu **trois enfants au moins** (nés ou adoptés) : copie du Livret de famille avec les éléments de l'ensemble des enfants.
- Femme divorcée, veuve, séparée judiciairement **depuis moins de trois ans** :

- Copie du Livret de famille portant la date du changement de situation
- **Ou** jugement de divorce
- **Ou** ordonnance de séparation
- Personne assumant **seule** la charge d'un ou plusieurs enfants **qui réside en France** :
  - Attestation de la CAF (Caisse Allocation Familiale) justifiant du versement de l'allocation de soutien familiale
  - **Ou** avis d'imposition comportant la mention "T" dans la case "Cas particulier"
- Femme seule enceinte :
  - Certificat de grossesse
  - **Et** attestation de la CAF (Caisse Allocation Familiale) ou d'une assistante sociale mentionnant qu'elle est isolée
- Femme abandonnée :
  - Livret de famille
  - **Et** décision de justice
  - **Et** attestation de la CAF (Caisse Allocation Familiale)

#### Pièces relatives au public rémunéré en fonction de l'activité salariée antérieure

- Certificat de travail de la dernière activité salariée déclarée et bulletins de salaire justifiant **d'au moins 910 heures d'activité salariée sur 12 mois ou 1820 heures sur 24 mois**
- **Ou** si le dernier employeur était un employeur du secteur public, une attestation de non-versement d'allocations de perte d'emploi durant la formation
- En fonction de la situation du stagiaire, copie récente de la notification de la **non-perception de l'ARE** (Cette pièce n'est pas nécessaire pour les stagiaires issus des missions locales).

#### Pièces relatives au public non salarié à la date d'entrée en formation (y compris auto-entrepreneur)

Ce public doit réunir 2 conditions :

- Justifier de la qualité de « travailleur non salarié » à la date d'entrée en stage au moyen d'une attestation d'affiliation de la caisse de protection sociale des travailleurs indépendants précisant son affiliation à cette caisse ainsi que sa durée,
- **Et** justifier de l'exercice d'une activité professionnelle, salariée ou non salariée, pendant au moins 12 mois dont 6 mois consécutifs dans les 3 années qui précèdent l'entrée en stage.

Cette justification de l'exercice d'une activité professionnelle prendra la forme suivante :

- Pour les commerçants :
  - Extrait Kbis (ou, si radié du Registre du Commerce et des Sociétés, attestation de la caisse de sécurité sociale des travailleurs indépendants avec durée d'affiliation)
- Pour les agriculteurs (chef d'exploitation, conjoint d'exploitation ou aide-familial) :
  - Attestation **AMEXA** (Assurance Maladie des Exploitants Agricoles) **avec durée d'affiliation**
- Pour les marins :
  - Livret professionnel maritime
  - **Et** extrait du fichier matricule **avec durées d'embarquement**
- Pour les artisans :
  - Attestation d'inscription au répertoire des métiers (Ou, si radié, attestation de la caisse de sécurité sociale des artisans avec durée d'affiliation)
- Autres professions non salariées (y compris auto-entrepreneurs) :
  - Attestation d'affiliation de la caisse de sécurité sociale des travailleurs indépendants avec durée affiliation

#### Pièces relatives aux travailleurs handicapés

Dans tous les cas, le stagiaire reconnu travailleur handicapé devra présenter :

- L'attestation **RQTH** (reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé) ou décision de la **CDAPH** (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées) ou du **CG** précisant la reconnaissance TH et sa durée
- **Ou** L'attestation ou décision de la **CDAPH** (Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapées) précisant une orientation en centre de rééducation professionnelle ou vers le marché du travail.

La RQTH est accordée par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH), au regard du plan personnalisé de compensation préconisé par la MDPH. La décision précise la durée de la RQTH (comprise entre 1 et 5 ans).

Pour éviter les situations de rupture de droits au moment du renouvellement et plus généralement pour ne pas imputer les délais de traitement, le décret n° 2018-850 du 5 octobre 2018<sup>7</sup> permet de proroger la RQTH jusqu'à la décision suivante.

D'autres pièces justificatives peuvent être nécessaires.

#### Personne reconnue travailleur handicapé justifiant d'une activité salariée

- Bulletins de salaire justifiant une activité salariée de 6 mois (910 heures) au cours d'une période de référence de 12 mois ou de 12 mois (1 820 heures) au cours d'une période de référence de 24 mois
- **Certificat de travail** y afférent : la période d'activité est recherchée, dans un premier temps, sur la première période de 12 mois, puis de 24 mois, qui précèdent le dernier jour travaillé (date de rupture du dernier contrat de travail) avant la date d'entrée en stage.
- **Attestation de l'employeur précisant le non-maintien de salaire** en cas de suspension du dernier contrat de travail (le cas échéant)

#### Personne reconnue travailleur handicapé ayant déjà effectué un stage rémunéré (Sans nouvelle activité salariée suffisante entre les 2 stages)

- Dernière décision de rémunération lié à la rémunération des stagiaires (décision ASP : Allocation de Sécurisation Professionnelle), du CNASEA (Centre National pour l'Aménagement des Structures des Exploitations Agricoles) ou de l'AFPA (Association Nationale pour la Formation Professionnel des Adultes)

Pour les stagiaires reconnus travailleurs handicapés dont le stage se déroule en Centre de Rééducation Professionnelle : attestation de la caisse de sécurité sociale précisant si des indemnités journalières seront maintenues durant la formation ainsi que leur montant

#### Stages organisés par l'administration pénitentiaire

- Tableau d'inscription de l'établissement pénitentiaire
- **Et** dossier simplifié (Cerfa sans pièces)

#### Stages organisés par la Protection judiciaire de la jeunesse

- Dossier simplifié (Cerfa sans pièces)
- **Et** relevé d'identité bancaire
- **Et** attestation "VITALE" (le cas échéant) ; une copie de la carte vitale pourra être acceptée afin d'accélérer le traitement du dossier.

---

<sup>7</sup> <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000037469492&categorieLien=id>

## Annexe 2 : Pièces justificatives à fournir dans le cadre d'une demande de protection sociale (P2S)

La demande de prise en charge est réalisée via l'utilisation du formulaire Cerfa P2S qui doit être intégralement complété par le stagiaire et l'organisme de formation (daté, tamponné et signé par les 2 parties).

Les stagiaires éligibles sont :

- Personne plus de 16 ans ayant le statut de demandeur d'emploi (Inscription auprès de pôle emploi) et non indemnisée à l'entrée en formation
- Les travailleurs reconnus handicapés
- Les bénéficiaires du RSA (Revenu de solidarité active)
- Les bénéficiaires de l'ASS (Allocation de solidarité spécifique) et l'ATA (allocation temporaire d'attente)
- Les personnes retraités (inscrites à pôle emploi en catégorie A sans indemnité)
- Les travailleurs non salariés

Les formations n'ouvrant pas de droits à la rémunération, mais uniquement à la protection sociale sont les suivantes :

- Formations de niveaux III, II, I
- Formations professionnalisantes, hors secteurs particuliers

Tous les dossiers, quels que soient les publics concernés, ont en commun les pièces suivantes :

- Formulaire Cerfa P2S intégralement complété
- Etat civil :
  - Pour les stagiaires de nationalité française : carte nationale d'identité **en cours de validité** (Rappel : la durée de validité de la carte d'identité a été portée à 15 ans sauf si le stagiaire était mineur à la date d'émission de la carte), ou passeport **en cours de validité** ou certificat de nationalité française
  - Pour les stagiaires de nationalité étrangère : titre de séjour permettant l'accès aux stages de formation professionnelle (voir liste des titres admissibles en annexe)
- Protection sociale : copie de l'attestation de droit (vitale) au nom et prénom du stagiaire.

Les formulaires P2S ne répondant pas à ce critère ne permettront pas d'instruire les dossiers.

## Annexe 3 : Validité des pièces d'identité

### Cartes d'identité

Depuis le 1er janvier 2014, la durée de validité de la carte nationale d'identité est passée de 10 à 15 ans pour **les personnes majeures** (plus de 18 ans).

L'allongement de cinq ans pour les cartes d'identité concerne uniquement :

- Les nouvelles cartes d'identité sécurisées (cartes plastifiées) **délivrées à partir du 1er janvier 2014 à des personnes majeures** ;
- Les cartes d'identité sécurisées délivrées (cartes plastifiées) **entre le 2 janvier 2004 et le 31 décembre 2013 à des personnes majeures** ;

**ATTENTION : cette prolongation ne s'applique pas aux cartes nationales d'identité sécurisées pour les personnes mineures.**

### Passeport

Le passeport biométrique est valable **10 ans pour les personnes majeures et 5 ans pour les personnes mineures**.

### Titres de séjour

On distingue 4 catégories de cartes de séjour :

- La **carte de séjour temporaire**, valable pour une **durée maximale d'un an renouvelable** (sauf exceptions). En fonction de la situation de l'étranger existe plusieurs types de cartes temporaires :
  - Carte mention "Visiteurs"
  - Carte mention "Étudiants"
  - Carte mention "Stagiaires"
  - Carte mention "Scientifiques"
  - Carte mention "Profession artistique et culturelle"
  - Carte mention "Salariés et travailleurs temporaires"
  - Carte mention "Commerçants, industriels et artisans"
  - Carte mention "Non-salariés"
  - Carte mention "Travailleurs saisonniers"
  - Carte mention "Salariés détachés"
  - Carte mention "Vie privée et familiale"
- La carte de séjour "compétences et talents", valable pour **une durée de trois ans renouvelable**,
- La carte de résident, valable pour **une durée de dix ans renouvelable**
- La carte de séjour "retraité", valable pour **une durée de dix ans renouvelable**.

### Titre de séjour européen

Avoir un titre de séjour n'est pas obligatoire en France pour les européens (Union européenne, Espace économique européen, Confédération suisse).

**Annexe 4 : Formulaire RS1 (demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle)**



Organisme gestionnaire

Centre de formation

CACHET

**DEMANDE D'ADMISSION  
AU BÉNÉFICE DES RÉMUNÉRATIONS  
DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

(Sixième partie du Code du Travail) **cerfa** N°11971\*03

**A REMPLIR PAR LE STAGIAIRE**

**ETAT CIVIL**

M.  Mme  Mlle

Votre nom de naissance \_\_\_\_\_

Votre nom d'épouse ou d'époux (éventuellement) \_\_\_\_\_

Votre prénom \_\_\_\_\_

Votre date de naissance \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Votre nationalité  Française  Union européenne  Autre (à préciser) \_\_\_\_\_

*Votre domicile habituel avant le stage*

\_\_\_\_\_ numéro \_\_\_\_\_ rue ou lieu dit \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_ commune \_\_\_\_\_

Votre adresse électronique \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Votre domicile est à \_\_\_\_\_ km du centre de formation

S'il y a eu changement de résidence pour la durée du stage, indiquer la nouvelle adresse :

*Votre nouvelle adresse*

\_\_\_\_\_ numéro \_\_\_\_\_ rue ou lieu dit \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ code postal \_\_\_\_\_ commune \_\_\_\_\_

**VOTRE SITUATION FAMILIALE**

• Vous êtes :

célibataire  marié(e)  en union libre  pacsé(e)  veuf(ve)  séparé(e)  divorcé(e)

• Vous avez : \_\_\_\_\_ enfants

**RÉGIME DE PROTECTION SOCIALE**

Votre numéro de sécurité sociale \_\_\_\_\_

Vous êtes affilié(e) :

au régime général à la caisse de : \_\_\_\_\_ département : \_\_\_\_\_

au régime d'assurance maladie des exploitants agricoles en tant que :  exploitant  conjoint  associé d'exploitation  aide familial

au régime des salariés agricoles en tant que :  salarié d'exploitation  salarié d'organisme agricole

à un autre régime (précisez lequel) : \_\_\_\_\_

Vous n'êtes pas affilié(e) à titre personnel (par exemple : ayant-droit)

**MODE DE PAIEMENT SOUHAITÉ**

virement bancaire  virement postal  autre, à préciser \_\_\_\_\_

POUR SUIVRE LES PAGES SUIVANTES

## À REMPLIR PAR LE STAGIAIRE

### 1 VOTRE SITUATION À L'ENTRÉE EN STAGE

#### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOTRE NIVEAU DE FORMATION (cochez les cases qui correspondent à votre situation) :

Votre dernière classe suivie :

- Primaire, 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, CPA, CPPN ou CLIPA
- 3<sup>e</sup> ou première année de CAP ou BEP
- 2<sup>de</sup>, 1<sup>ère</sup> de l'enseignement général ou 2<sup>e</sup> année de CAP ou BEP
- Terminale
- 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>e</sup> année de DEUG, DUT, BTS, école des formations sanitaires et sociales..
- Classes de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur

Votre diplôme le plus élevé obtenu :

- Aucun diplôme
- Certificat d'étude primaire (CEP)
- Brevet des collèges (BEPC)
- CAP ou BEP
- Baccalauréat général, technologique ou professionnel
- DEUG, DUT, BTS ou autre diplôme de niveau Bac+2
- Diplôme de niveau Bac+3 ou plus

**VOUS ÊTES BÉNÉFICIAIRE DU RSA**  oui  non *si oui, à quel titre :*  à titre d'allocataire  à titre d'ayant droit

#### VOUS ÊTES SANS EMPLOI

- Inscrit à Pôle emploi  oui  non

Si oui, depuis combien de temps en continu :

- moins de 6 mois
- 6 à 11 mois
- 12 à 23 mois
- 24 mois et plus

Situation auprès de Pôle emploi :

- Vous avez fait une demande d'indemnisation auprès de Pôle emploi  oui  non
- Vous avez un dossier de demande d'indemnisation en cours auprès de Pôle emploi  oui  non
- Vous n'êtes plus indemnisé(e) par Pôle emploi depuis le :
- Vous êtes indemnisé(e) par Pôle emploi au titre de :  l'allocation d'aide au retour à l'emploi  l'allocation temporaire d'attente  l'allocation de solidarité spécifique
- Vous n'avez jamais travaillé  dans ce cas, reportez-vous directement p.3

### 2 ACTIVITÉS ANTÉRIEURES

- Vous avez exercé une activité salariée pendant une durée inférieure à 6 mois
- Vous avez exercé une activité salariée pendant 6 mois ou 910 heures au cours d'une période de 12 mois ou pendant 12 mois ou 1 820 heures au cours d'une période de 24 mois
- Vous effectuez un stage d'une durée supérieure à un an et vous avez exercé une activité professionnelle durant trois ans ou plus
- Vous êtes un ancien agent du secteur public et vous avez exercé une activité salariée pendant 6 mois ou 910 heures au cours d'une période de 12 mois ou pendant 12 mois ou 1 820 heures au cours d'une période de 24 mois

#### VOTRE PARCOURS PROFESSIONNEL EN FRANCE ET/OU À L'ÉTRANGER

• Indiquez ci-dessous en partant de la plus récente, vos activités professionnelles salariées, non salariées, de formation ou de chômage précédant l'entrée en stage :




**RÉSERVÉ AU CENTRE DE FORMATION**Agrément Etat  Agrément Conseil Régional  Autre 

N° d'agrément ou de convention : \_\_\_\_\_

Intitulé du stage ou cycle \_\_\_\_\_  
(doit correspondre à celui qui a fait l'objet de l'agrément de rémunération)Spécialité de la formation (NSF)  spécialité  code fonctionNomenclature consultable à l'adresse suivante : <http://www.centre-info.fr/Nomenclature-des-specialites-de.html>

Adresse électronique du centre \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Code postal et commune du lieu de formation Date d'ouverture  Date de fin prévue  Durée totale du stage pour le stagiaire (en heures) Stagiaire entré le  Date de sortie prévue  dont en entreprise 

Objectif du stage : reportez-vous à la notice explicative (cochez la case concernée)

Durée hebdomadaire (en heures) 

- certification
- professionnalisation
- préparation à la qualification
- remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, initiation
- (re) mobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel
- perfectionnement / élargissement des compétences
- création d'entreprise

Si le stage vise une certification ou une professionnalisation, niveau de la qualification préparée

- niveau CAP - BEP (niveau V)
- niveau Baccalauréat, Brevet technicien, Brevet professionnel (niveau IV)
- niveau DEUG, DUT, BTS (niveau III)
- niveau licence et supérieur (niveau I et II)

*Le directeur du centre certifie que cette demande est comprise dans les limites de l'effectif agréé au titre de la rémunération et que les mentions portées par son établissement sur le présent imprimé sont exactes.*

Fait le \_\_\_\_\_ 20\_\_\_\_\_

Signature du directeur du centre de formation  
ou de la personne dûment habilitée

CACHET DU CENTRE

**RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION** Accord Décision de rémunération n° \_\_\_\_\_

à compter du \_\_\_\_\_ Montant \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ €

à compter du \_\_\_\_\_ Montant \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ €

Indemnité transport-hébergement : \_\_\_\_\_, \_\_\_\_\_ €

Codification \_\_\_\_\_

 Rejet (motif à notifier) \_\_\_\_\_

- base mensuelle
- base horaire

VISA



# NOTICE EXPLICATIVE À L'ATTENTION DU STAGIAIRE



1. Cochez les cases correspondant à votre situation

2. Remettez à votre centre de formation le présent formulaire accompagné des pièces justificatives suivantes :

## • ÉTAT CIVIL

Si vous êtes de nationalité française :

- Copie de votre carte nationale d'identité en cours de validité
- Ou copie de votre passeport en cours de validité
- Ou à défaut un certificat de nationalité

Si vous êtes de nationalité étrangère :

- Titre de séjour permettant l'accès aux stages de formation professionnelle (renseignez-vous auprès de votre centre de formation)

Si vous êtes mineur non émancipé :

- Autorisation parentale sur le modèle que vous remettra votre centre de formation

## • PAIEMENT

- Relevé d'identité bancaire ou postal à votre nom

## • PARCOURS PROFESSIONNEL

Si vous avez déjà travaillé :

- Dernier certificat de travail
- Bulletins de salaires pour 910 ou 1 820 heures
- Éventuellement, suspension d'indemnisation si vous étiez employé dans le secteur public

Si vous avez déjà effectué un stage rémunéré au titre de la sixième partie (ex livre IX) du code du travail

- Décision AFPA, Pôle emploi (ASSEDIC) ou Agence de services et paiement (Cnasea)

## • SITUATION FAMILIALE

Si vous appartenez à l'une des catégories mentionnées au paragraphe « Publics particuliers » :

- Photocopie du livret de famille
- Éventuellement copie de l'ordonnance de séparation, du jugement de divorce ou attestation de la CAF (cas des parents isolés)
- Éventuellement copie du carnet de maternité et tout justificatif de votre situation si vous êtes une femme seule, enceinte

## • SI VOUS ÊTES TRAVAILLEUR NON SALARIÉ

- Justificatif de votre activité salariée ou non salariée durant 12 mois dont 6 consécutifs dans les 3 ans qui précèdent l'entrée en stage (attestation de la caisse de protection sociale, extrait du registre du commerce et des sociétés...)

## • SI VOUS ÊTES RECONNU TRAVAILLEUR HANDICAPÉ

- Décision de la CDAPH
- Éventuellement, attestation de la CPAM mentionnant le montant des indemnités journalières que vous percevrez durant votre stage
- Dernier certificat de travail et bulletins de salaire pour permettre le calcul de votre rémunération de stage
- Attestation de votre employeur si votre contrat de travail est suspendu, avec mention « sans solde » ou montant du salaire maintenu

## • PROTECTION SOCIALE

- Copie de votre carte d'assuré social si vous en avez une

## • AUTRE SITUATION

Interrogez votre centre de formation

POUR TOUTE QUESTION RELATIVE AU TRAITEMENT DE VOTRE DOSSIER,  
VOUS DEVEZ VOUS ADRESSER EN PRIORITÉ À VOTRE CENTRE DE FORMATION

# NOTICE EXPLICATIVE À L'ATTENTION DE L'ORGANISME DE FORMATION

(Cf page 4 du formulaire : partie réservée au centre de formation)

**SPECIALITÉ DE LA FORMATION :** la nomenclature des spécialités de formation (NSF) est consultable sur internet :  
<http://www.centre-info.fr/Nomenclature-des-specialites-de.html>

## **OBJECTIF GÉNÉRAL DE LA FORMATION :**

Dans le cadre de cette nomenclature, la notion de formation qualifiante regroupe ces deux dernières notions : formation certifiante ou professionnalisante.

### **1. Certification**

Cette catégorie comprend l'ensemble des formations sanctionnées par le passage d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle). Les certifications regroupent l'ensemble des diplômes généraux de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (diplômes nationaux, diplômes des Universités) ainsi que l'ensemble des certifications professionnelles inscrites au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP).

### **2. Professionnalisation**

Les objectifs des formations professionnalisantes sont très proches de ceux des formations certifiantes professionnelles, mais elles ne donnent lieu à aucun diplôme, titre ou certificat inscrit au RNCP. Comme les formations certifiantes professionnelles, ces formations visent à enseigner les techniques et connaissances propres à rendre un individu opérationnel dans un métier (ou plus généralement sur un type de poste de travail).

Attention à ne pas confondre avec les formations de perfectionnement, qui visent à approfondir les compétences de publics déjà opérationnels dans un métier ou un poste donné.

### **3. Préparation à la qualification**

Cette catégorie comprend les formations qui préparent à l'entrée dans toute formation qualifiante (i.e. certifiante ou professionnalisante), quel que soit son niveau. On y inclut bien sûr les formations de pré-qualification pour les jeunes (des Conseils Régionaux) par exemple. Les formations de préparation aux concours sont donc incluses dans cette catégorie.

### **4. Remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, initiation**

Il s'agit là de stages de remise à niveau ou d'initiation à des compétences ou techniques transversales à une large gamme de métiers. Il peut s'agir de remise à niveau dans les disciplines générales (français, lutte contre l'illettrisme, mathématiques de base), mais également d'initiation aux langues, d'initiation aux logiciels courants de bureautique (EXCEL, WORD, POWERPOINT et équivalents) ou d'initiation à Internet (messagerie et navigation).

### **5. (Re)mobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel**

Cette catégorie rassemble l'ensemble des stages visant à analyser les perspectives d'orientation des stagiaires en tenant compte de leurs motivations, de leurs capacités professionnelles, ainsi que des difficultés sociales qu'ils ont éventuellement rencontrées. Ils peuvent intégrer un travail sur les savoirs de base ou des modules de familiarisation avec le milieu de l'entreprise.

Ces stages ne se confondent pas avec les stages de préparation à la qualification qui s'inscrivent quant à eux dans un métier défini et constituent une étape avant d'entreprendre un stage certifiant ou professionnalisant.

### **6. Perfectionnement, élargissement des compétences**

Les formations de cette catégorie s'adressent à un public de personnes déjà opérationnelles dans leur activité professionnelle occupée ou recherchée, mais qui désirent approfondir leurs compétences ou acquérir des compétences supplémentaires. Ils favorisent l'adaptation des salariés à leur poste de travail, l'évolution ou le maintien dans leur emploi. Dans le cas particulier du perfectionnement, ces formations supposent explicitement des pré-requis (qualification ou expérience professionnelle).

Exemple : Cette catégorie comprend les stages de niveau avancé de langue, de bureautique et d'utilisation des outils Internet. Elle comprend aussi les stages de développement personnel pour les salariés.

### **7. Création d'entreprise**

## **RÈGLE IMPORTANTE DE CODAGE :**

Certains stages peuvent cumuler plusieurs objectifs différents : les items 6 et 7 peuvent être compatibles avec les items 1, 2 ou 3. Un stage certifiant peut par exemple relever aussi du perfectionnement. Lorsque ce sera possible, on admettra donc plusieurs codages. Néanmoins, les applications informatiques ne sont pas toujours compatibles avec une double codification. Il est donc nécessaire d'instaurer une priorité de codage.

A ce titre, si un stage répond à plusieurs objectifs, l'item 1, 2 ou 3 sera privilégié.

## Annexe 5 : Formulaire P2S (prise en charge des cotisations sociales seules)



Organisme gestionnaire

Centre de formation

CACHET

### DEMANDE DE PRISE EN CHARGE DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE DES STAGIAIRES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE NON RÉMUNÉRÉS

(Sixième partie du Code du Travail) **cerfa** N°12576\*02

#### À REMPLIR PAR LE STAGIAIRE

#### ETAT CIVIL

M.  Mme  Mlle

Votre nom de naissance \_\_\_\_\_

Votre nom d'épouse ou d'époux (éventuellement) \_\_\_\_\_

Votre prénom \_\_\_\_\_

Votre date de naissance \_\_\_\_\_ à \_\_\_\_\_

Votre nationalité  Française  Union européenne  Autre (à préciser) \_\_\_\_\_

**Votre adresse** : numéro \_\_\_\_\_ rue ou lieu dit \_\_\_\_\_  
code postal \_\_\_\_\_ commune \_\_\_\_\_

Votre adresse électronique \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

#### RÉGIME DE PROTECTION SOCIALE

Votre numéro de sécurité sociale \_\_\_\_\_

Vous êtes affilié(e) :

au régime général à la caisse de : \_\_\_\_\_ département : \_\_\_\_\_

au régime d'assurance maladie des exploitants agricoles en tant que :  exploitant  conjoint  
 associé d'exploitation  aide familial

au régime des salariés agricoles en tant que :  salarié d'exploitation  salarié d'organisme agricole

à un autre régime (précisez lequel) : \_\_\_\_\_

Vous n'êtes pas affilié(e) à titre personnel (par exemple : ayant-droit)

#### SITUATION À L'ENTRÉE EN STAGE

Dans le cas d'activité agricole  chef d'exploitation  aide familial  conjoint  salarié d'exploitation agricole

Dans le cas d'activité non agricole  salarié  non salarié  demandeur d'emploi

**Si vous êtes demandeur d'emploi** • inscrit à Pôle emploi  oui  non  
si oui, depuis combien de temps en continu :  
 moins de six mois  6 à 11 mois  12 à 23 mois  24 mois et plus

**VOUS ÊTES BÉNÉFICIAIRE DU RSA**  oui  non si oui, à quel titre :  à titre d'allocataire  à titre d'ayant droit

#### RENSEIGNEMENTS CONCERNANT VOTRE NIVEAU DE FORMATION (cochez les cases qui correspondent à votre situation) :

<p><i>Votre dernière classe suivie :</i></p> <p><input type="checkbox"/> Primaire, 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, CPA, CPPN ou CLIPA</p> <p><input type="checkbox"/> 3<sup>e</sup> ou première année de CAP ou BEP</p> <p><input type="checkbox"/> 2<sup>e</sup>, 1<sup>ère</sup> de l'enseignement général ou 2<sup>e</sup> année de CAP ou BEP</p> <p><input type="checkbox"/> Terminale</p> <p><input type="checkbox"/> 1<sup>ère</sup> ou 2<sup>e</sup> année de DEUG, DUT, BTS, école des formations sanitaires et sociales..</p> <p><input type="checkbox"/> Classes de 2<sup>e</sup> ou 3<sup>e</sup> cycle de l'enseignement supérieur</p>	<p><i>Votre diplôme le plus élevé obtenu :</i></p> <p><input type="checkbox"/> Aucun diplôme</p> <p><input type="checkbox"/> Certificat d'étude primaire (CEP)</p> <p><input type="checkbox"/> Brevet des collèges (BEPC)</p> <p><input type="checkbox"/> CAP ou BEP</p> <p><input type="checkbox"/> Baccalauréat général, technologique ou professionnel</p> <p><input type="checkbox"/> DEUG, DUT, BTS ou autre diplôme de niveau Bac+2</p> <p><input type="checkbox"/> Diplôme de niveau Bac+3 ou plus</p>
--	---

Je certifie que, ni mon employeur, ni l'État, ni Pôle emploi, ni aucun organisme ne me verse une rémunération ou indemnité au titre de ce stage.  
J'ai été averti(e) que ma prise en charge sera conditionnée par ma présence au stage (art. R.6341-45 du Code du Travail).  
J'atteste sur l'honneur l'exactitude des renseignements portés ci-dessus sous peine des sanctions prévues par la loi 68-690 du 31/7/1968 (art. 22 11).  
La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique à cette demande. Elle vous donne droit d'accès et de rectification pour les données vous concernant.

Fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_

Signature du stagiaire

### RÉSERVÉ AU CENTRE DE FORMATION

Agrément Etat  Agrément Conseil Régional  Autre

N° d'agrément ou de convention : \_\_\_\_\_

Intitulé du stage ou cycle \_\_\_\_\_  
(doit correspondre à celui qui a fait l'objet de l'agrément de rémunération)

Spécialité de la formation (NSF)    
spécialité code fonction

Nomenclature consultable à l'adresse suivante : <http://www.centre-info.fr/Nomenclature-des-specialites-de.html>

Adresse électronique du centre \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Code postal et commune du lieu de formation  \_\_\_\_\_

Date d'ouverture  Date de fin prévue  Durée totale du stage pour le stagiaire (en heures)

Stagiaire entré le  Date de sortie prévue  dont en entreprise

Objectif du stage : reportez-vous à la notice explicative (cochez la case concernée) Durée hebdomadaire (en heures)

- certification
- professionnalisation
- préparation à la qualification
- remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, initiation
- (re) mobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel
- perfectionnement / élargissement des compétences
- création d'entreprise

Si le stage vise une certification ou une professionnalisation, niveau de la qualification préparée

- niveau CAP - BEP (niveau V)
- niveau Baccalauréat, Brevet technicien, Brevet professionnel (niveau IV)
- niveau DEUG, DUT, BTS (niveau III)
- niveau licence et supérieur (niveau I et II)

### ÉTAT DE PRÉSENCE

h janvier  h février  h mars  h avril  h mai  h juin  h total semestriel

h juillet  h août  h septembre  h octobre  h novembre  h décembre  h total semestriel

remarques éventuelles \_\_\_\_\_  h total général

### RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION

Accord de prise en charge *Risques couverts* \_\_\_\_\_

Rejet \_\_\_\_\_

VISA



# NOTICE EXPLICATIVE



## 1. Le stagiaire complète la première page et coche les cases correspondant à sa situation. Il joint à sa demande :

- une photocopie de sa carte d'identité ou de son passeport en cours de validité ;
- une photocopie de sa carte d'assuré social s'il en possède une.

## 2. L'organisme de formation complète la seconde page.

**SPÉCIALITÉ DE LA FORMATION :** la nomenclature des spécialités de formation (NSF) est consultable sur internet :  
<http://www.centre-info.fr/Nomenclature-des-specialites-de.html>

## OBJECTIF GÉNÉRAL DE LA FORMATION :

Dans le cadre de cette nomenclature, la notion de formation qualifiante regroupe ces deux dernières notions : formation certifiante ou professionnalisante.

### 1. Certification

Cette catégorie comprend l'ensemble des formations sanctionnées par le passage d'une certification (diplôme, titre, certificat de qualification professionnelle). Les certifications regroupent l'ensemble des diplômes généraux de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur (diplômes nationaux, diplômes des Universités) ainsi que l'ensemble des certifications professionnelles inscrites au Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP).

### 2. Professionnalisation

Les objectifs des formations professionnalisantes sont très proches de ceux des formations certifiantes professionnelles, mais elles ne donnent lieu à aucun diplôme, titre ou certificat inscrit au RNCP. Comme les formations certifiantes professionnelles, ces formations visent à enseigner les techniques et connaissances propres à rendre un individu opérationnel dans un métier (ou plus généralement sur un type de poste de travail).

Attention à ne pas confondre avec les formations de perfectionnement, qui visent à approfondir les compétences de publics déjà opérationnels dans un métier ou un poste donné.

### 3. Préparation à la qualification

Cette catégorie comprend les formations qui préparent à l'entrée dans toute formation qualifiante (i.e. certifiante ou professionnalisante), quel que soit son niveau. On y inclut bien sûr les formations de pré-qualification pour les jeunes (des Conseils Régionaux) par exemple. Les formations de préparation aux concours sont donc incluses dans cette catégorie.

### 4. Remise à niveau, maîtrise des savoirs de base, initiation

Il s'agit là de stages de remise à niveau ou d'initiation à des compétences ou techniques transversales à une large gamme de métiers. Il peut s'agir de remise à niveau dans les disciplines générales (français, lutte contre l'illettrisme, mathématiques de base), mais également d'initiation aux langues, d'initiation aux logiciels courants de bureautique (EXCEL, WORD, POWERPOINT et équivalents) ou d'initiation à Internet (messagerie et navigation).

### 5. (Re)mobilisation, aide à l'élaboration de projet professionnel

Cette catégorie rassemble l'ensemble des stages visant à analyser les perspectives d'orientation des stagiaires en tenant compte de leurs motivations, de leurs capacités professionnelles, ainsi que des difficultés sociales qu'ils ont éventuellement rencontrées. Ils peuvent intégrer un travail sur les savoirs de base ou des modules de familiarisation avec le milieu de l'entreprise.

Ces stages ne se confondent pas avec les stages de préparation à la qualification qui s'inscrivent quant à eux dans un métier défini et constituent une étape avant d'entreprendre un stage certifiant ou professionnalisant.

### 6. Perfectionnement, élargissement des compétences

Les formations de cette catégorie s'adressent à un public de personnes déjà opérationnelles dans leur activité professionnelle occupée ou recherchée, mais qui désirent approfondir leurs compétences ou acquérir des compétences supplémentaires. Ils favorisent l'adaptation des salariés à leur poste de travail, l'évolution ou le maintien dans leur emploi. Dans le cas particulier du perfectionnement, ces formations supposent explicitement des pré-requis (qualification ou expérience professionnelle).

Exemple : Cette catégorie comprend les stages de niveau avancé de langue, de bureautique et d'utilisation des outils Internet. Elle comprend aussi les stages de développement personnel pour les salariés.

### 7. Création d'entreprise

## RÈGLE IMPORTANTE DE CODAGE :

Certains stages peuvent cumuler plusieurs objectifs différents : les items 6 et 7 peuvent être compatibles avec les items 1, 2 ou 3. Un stage certifiant peut par exemple relever aussi du perfectionnement. Lorsque ce sera possible, on admettra donc plusieurs codages. Néanmoins, les applications informatiques ne sont pas toujours compatibles avec une double codification. Il est donc nécessaire d'instaurer une priorité de codage.

A ce titre, si un stage répond à plusieurs objectifs, l'item 1, 2 ou 3 sera privilégié.

